

Annexe au CCAP

Présentation du dispositif de la considération sociale

La commande publique est un levier considérable à la disposition des donneurs d'ordres publics pour mettre en œuvre des actions en faveur de l'emploi et de l'insertion.

Les règles relatives à la passation et l'exécution des marchés définissent, en effet, les objectifs sociaux comme une composante des marchés publics. Cette dimension sociale permet notamment la prise en compte d'objectifs d'insertion professionnelle dans les conditions d'exécution du marché et dans le cadre des critères d'attribution.

Le code de la commande publique entré en vigueur le 01 avril 2019, s'inscrit dans la continuité des précédents textes permettant de conforter le dispositif mis en place depuis de nombreuses années par la DREAL, et introduit une considération sociale et/ou environnementale dans les marchés publics le permettant.

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 et R.2111-10 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, le titulaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.1 Publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1.1- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2.2- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

1.2 Conditions d'exécution

Il est demandé à l'entreprise attributaire du marché de proposer, pour l'exécution du marché deux actions d'insertion dites « **Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel** » (PMSMP) qui favorisent et permettent la connaissance des métiers, la validation ou l'invalidation du projet professionnel du bénéficiaire, l'accès et/ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ce travail se fera en collaboration avec le facilitateur désigné et le maître d'ouvrage.

Objectifs :

Informar de manière concrète un public cible rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle sur les débouchés professionnels, les savoir-être et les savoir-faire des métiers relevant du secteur d'activité de l'entreprise attributaire.

Informar un public ciblé sur les opportunités d'emploi et de formation dans ce secteur d'activité.

Contribuer à travers ce temps d'information et de sensibilisation à la construction et/ou à la validation d'un projet professionnel du public.

Sensibiliser à la mixité professionnelle dans les métiers liés au secteur de l'entreprise attributaire.

L'entreprise attributaire est invitée à proposer un scénario d'accompagnement et d'accueil lors de la période de mise en situation professionnelle (PMSMP)

L'entreprise attributaire prendra contact dans les 4 semaines suivant la notification du marché avec le facilitateur désigné afin d'étudier avec lui la mise en œuvre des deux actions d'immersion en entreprise.

L'entreprise attributaire s'engage sur le plan social à accepter en cas de demande d'un opérateur de l'emploi à accueillir un(e) ou deux stagiaires pour une durée maximum de 15 jours dans le cadre d'un stage non rémunéré (PMSMP).

Cette action sera à renouveler sur une deuxième période, lors de la durée de l'opération à définir avec le facilitateur.

Un cadre de réponse sur les modalités de mise en œuvre de la considération sociale envisagée est à prévoir, il reste à titre indicatif et permet à l'entreprise de se projeter dans la mise en œuvre de l'action.

La période de l'action d'insertion sera fixée en concertation avec le facilitateur dédié, l'entreprise attributaire et le maître d'ouvrage.

Le facilitateur de la clause sociale se chargera de mobiliser le public auprès des partenaires emploi-insertion-formation.

Le titulaire doit désigner en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. L'interlocuteur désigné devra coordonner le lien entre le facilitateur et l'entreprise attributaire, sur l'intégralité des actions liées à la présente considération sociale (signature CERFA PMSMP, tâches prévues, horaires, bilan de fin de stage..)

1.3 Intervention du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement de la facilitatrice dont les coordonnées sont :

Sandrine LOUARN
Facilitatrice de la clause sociale
Service commande publique / Direction finances et juridique
Département des Côtes d'Armor
Tel : 02.96.62.50.38 / 07.60.97.52.97
sandrine.louarn@cotesdarmor.fr

La facilitatrice a pour mission de :

- Informer et accompagner le titulaire dans la mise en œuvre de la considération sociale (finalité du dispositif, modalités de mise en œuvre, structures mobilisables...)
- Suivre l'exécution des engagements pendant l'exécution de la prestation
- Rendre compte au maître d'ouvrage de la mise en œuvre de la considération sociale.

1.4 Protection des données (RGPD)

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles des bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à compléter ou par courrier à à compléter.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

1.5 Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et à la facilitatrice en charge du suivi de la clause sociale toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, la facilitatrice étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la clause de considération sociale.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause de considération sociale.

- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

1.6 Pénalités

Les pénalités pour non-respect de la clause de considération sociale sont les suivantes :

En cas de manquement à l'engagement de la considération sociale, le titulaire subira une pénalité de 700 euros par action non réalisée.

Le titulaire se voit appliquer une pénalité après une mise en demeure restée infructueuse.